

NET INFOS

Mardi 27 juin 2023



Adhésion à la banque des BRICS : De bonnes nouvelles pour l'Algérie

Le ministère des Finances a évoqué avec la présidente de la NBD, l'adhésion de l'Algérie aux Brics.



L'adhésion de l'Algérie à la Nouvelle banque de développement (NBD), une institution créée par les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et l'Afrique du Sud) en 2015, n'est qu'une affaire de formalités et de temps, vraisemblablement. C'est ce que révèle, en tout cas, un communiqué du ministère des Finances, rendu public dimanche dernier, rapportant un séjour du ministre Laaziz Faïd en France, dans le cadre d'un Sommet pour un pacte financier mondial, tenu à Paris les 22 et 23 juin courant. «L'occasion a

été mise à profit pour discuter de la demande d'adhésion de l'Algérie à la NBD, une adhésion qui a été accueillie favorablement par la présidente de cette institution et par les membres de son Conseil des gouverneurs», souligne le communiqué, qui prend le soin de préciser que le pays «a exprimé, récemment, formellement son intérêt pour devenir membre de cette institution financière multilatérale».

À ce propos, le communiqué du ministère des Finances rapporte également que les entretiens conjoints avec Mme Dilma Roussef, ont porté sur la question «d'échanger sur les modalités pratiques liées au processus d'adhésion», ajoute-t-on encore. Le ministre des finances qui a prit part à ce conclave mondial, en qualité de représentant du président de la République, a dévoilé des entretiens intéressants avec la présidente de la Nouvelle banque de développement (NBD), Mme Dilma Roussef, en marge de sa participation à ce sommet....À ce propos, le communiqué du ministère fait état d'échanges fructueux conjoints avec la première responsable de cette institution financière internationale, autour de l'adhésion de l'Algérie à la NBD, mais aussi autour des travaux de ce sommet.

Les deux parties ont, ainsi, échangé autour d'une «nouvelle architecture financière mondiale et sur le rôle attendu des institutions financières multilatérales pour le financement du développement dans son sens le plus large, à la lumière des défis multidimensionnels auxquels sont confrontés notamment, les pays en développement», note le communiqué.

Il faut dire qu'aujourd'hui l'équilibre des forces a changé et le monde est en passe de connaître des mutations importantes à l'échelle planétaire. D'où ce plaidoyer des États émergents, en faveur d'un système financier international proactif, plus juste, et plus solidaire en phase avec les objectifs du développement durable, pour éradiquer les inégalités mondiales et financer la transition climatique. Selon les échos de ce sommet, «les pays à faibles et moyens revenus auront besoin de 27000 milliards de dollars d'ici à 2030 pour répondre aux besoins, en matière de dépenses climatiques et sociales». C'est vous dire l'immense fossé qui subsiste, face à la problématique du financement mondial juste.

En membre du Brics, Lula Da Sylva n'a pas eu froid aux yeux pour dire les mots justes, ceux qu'il faut pour qualifier cette situation mondiale désastreuse. Il convient de rappeler que le ministère des Finances a tenu à rappeler que la NBD a été créée en 2015, par le Groupe des BRICS, en l'occurrence le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud avec un capital initial de 100 milliards USD. La NBD, domiciliée à Shanghai en Chine, vise «à contribuer à la croissance et le développement mondial en contribuant, ainsi, à répondre aux besoins et aux aspirations des pays en développement».

La paix n'est pas antinomique avec une armée forte

Les messages clés du Président

Les visées attentatoires à la sécurité du pays sont «attisées par des agendas étrangers conflictuels».

L'exercice tactique à munitions réelles supervisé par le président de la République ne relève pas de la simple démonstration de puissance. Il y a dans cette sortie sur le terrain du chef de l'État, une volonté personnelle de sa part d'«assister à cet exercice tactique». Cette présence du premier magistrat du pays aux côtés des Forces armées du pays, rappelle principalement la grande cohésion qui caractérise la nation. L'armée est présentement sous l'autorité d'un civil, en la personne de Abdelmadjid Tebboune. Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, le président de la République est ordonnateur.

En cela, il est dans son rôle et lorsqu'il évoque sa «profonde satisfaction» et sa «grande fierté», et de présenter ses «félicitations à notre vaillante Armée nationale populaire», il s'adresse d'abord à des Algériens qui ont pour mission de protéger le pays, sauvegarder sa souveraineté et garantir la sécurité et la paix à toute la société.

Cet exercice tactique est nécessaire. La supervision du premier responsable de l'État est aussi un impératif. Les Algériens doivent absolument savoir les «contextes géopolitiques particuliers prévalant à l'échelle mondiale et régionale», souligne le chef de l'État, dont le discours destiné au militaire a également été diffusé dans des supports médiatiques touchant l'ensemble de la communauté nationale.

Il est donc question d'éclairer l'opinion publique algérienne de l'«engagement immuable à poursuivre le processus de développement et de modernisation de notre appareil de défense». Le message est clair. L'effort d'acquisition de matériel militaire sera poursuivi, dans le contexte trouble que tout un chacun connaît. Le chef de l'État note, à ce propos qu' en la matière, l'État acquerra «des systèmes d'armes, armements et matériels sophistiqués». C'est dire que le souci de la qualité et de l'innovation dans ce domaine est une constante, au même titre d'ailleurs, que la «préparation et (la) qualification du potentiel humain», soutient le chef de l'État.

Cet exercice militaire n'est également pas destiné à inquiéter qui que ce soit. Le chef de l'État a été clair dans son allocution concernant «les principes de bon voisinage et de consolidation de la paix, ainsi que l'engagement en faveur de la sécurité commune». Ceux-ci «font partie intégrante de notre histoire politique et militaire». Décodé,

l'Algérie n'attaquera jamais, comme l'a d'ailleurs souligné à maintes occasions, le président Tebboune. Mais, elle se défendra contre toute agression avec sa puissance de feu, l'une des plus importantes en Afrique.

Aussi, «l'acquisition des facteurs de puissance et leur maîtrise figurent parmi nos priorités afin de sauvegarder notre souveraineté nationale», a affirmé Abdelmadjid Tebboune, répondant à tous ceux qui voudraient tenter à la stabilité du pays. L'Algérie fera «face aux tentatives de déstabilisation sécuritaire menées dans notre voisinage», souligne le chef de l'État qui, à travers cette affirmation retient que la profondeur stratégique du pays va au-delà de ses frontières. D'autant que les visées attentatoires à la sécurité du pays sont «attisées par des agendas étrangers conflictuels», note le Président, allusion certainement à toutes les ingérences dont sont victimes les pays du Sahel.

Ces agendas, soutient le président de la République, «œuvrent à s'approprier les ressources, particulièrement les ressources énergétiques, et ce, au détriment de la sécurité des peuples de notre région».

Personne n'est dupe et encore moins les autorités algériennes qui voient dans certains agissements étrangers dans des pays de la région une volonté de piller leurs richesses. Les menées diplomatiques de l'Algérie ont réussi à stabiliser un tant soit peu la sous-région sahélienne, mais il est entendu que, c'est la force de dissuasion, dont fait montre l'ANP qui empêche une généralisation de la violence armée. Premier pays d'Afrique en terme de superficie, le maintien d'une situation de paix en Algérie est un facteur de stabilité, reconnu de tous. Il reste cependant que tant que la fragilité politique et sécuritaire des pays du voisinage constitue un terreau où peut se développer une menace majeure contre le pays. D'où l'extrême vigilance et les exercices tactiques à munitions réelles qu'effectue régulièrement l'ANP.



Exportation hors hydrocarbures

Plus et mieux en 2022

Les produits industriels exportés ont terminé l'année 2022 avec une hausse de 41%.

Les matériaux de construction ont marqué des hausses historiques, ces trois dernières années. Le rond à béton est passé de 31,8 millions de dollars seulement en 2020, à 352 millions de dollars en 2021 (+1007%) avant d'atteindre 577,45 millions de dollars l'année écoulée (+64%), selon les données de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex).

Il s'agit, dans ce même chapitre, du ciment dont les exportations ont réalisé une percée

totalisant en 2022 424 millions de dollars (+97,2%) sur un an, après s'être établies à 215 millions de dollars en 2021 et 83,51 millions de dollars l'année d'avant. En outre, la céramique a également enregistré l'année dernière un bond de 863% passant de 1,65 million de dollar en 2021 à 15,91 millions de dollars en 2022.

Dans la catégorie des produits chimie, parachimie et dérivés d'hydrocarbures, les exportations d'engrais se sont élevées à 1,8 milliard de dollars en 2022, en hausse de 30,59% par rapport à 2021 durant laquelle elles se sont chiffrées à 1,4 md dollars, contre environ 800 millions de dollars en 2020.

Les solvants naphta, hélium et le benzène ont connu en 2022 les plus importantes hausses avec des exportations de respectivement 773,8 millions de dollars (42,7%), 78 millions de dollars (16,28%) et 51,78 millions de dollars (115%), détaille le bilan d'Algex.

S'agissant de la branche métallurgie et sidérurgie, dont les expéditions ont totalisé, l'année dernière, un montant total de 423,4 millions de dollars, elle a vu certains de ses produits enregistrer des progressions significatives.

C'est le cas notamment des tubes, tuyaux et profilés en fer ou en acier dont le montant, qui était moins d'un million de dollars en 2021, a connu un bond de 4527% à 14 millions de dollars en 2022. Même constat relevé pour les barres et profilés en cuivre qui ont crû de 477% entre 2021 et 2022 et dont les exportations en valeur sont passées de moins d'un million de dollars à 5,7 millions de dollars. Pour la catégorie « autres secteurs industriels », qui inclut notamment le papier, le textile, les appareils électriques, bois et liège, et équipements et appareils mécaniques, les plus importantes hausses ont été enregistrées en 2020 et 2021 avec surtout des exportations de 53,81 millions de dollars d'équipements et appareils mécaniques en 2020 avant de bondir à 102,46 millions.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Exportation hors hydrocarbures: hausse quantitative et grande diversification depuis 2020

Les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie qui ont totalisé près de 7 milliards de dollars en 2022, en progression de 30% par rapport à 2021, après un bond annuel de plus de 120% en 2021 par rapport à 2020, ont été marquées ces trois dernières années par une grande diversification, en plus d'une évolution très notable en valeur et en volume, notamment pour les matériaux de construction, la branche métallurgie-sidérurgie et l'agroalimentaire.

Ce sont ainsi les matériaux de construction qui ont marqué des hausses historiques ces trois dernières années surtout pour le rond à béton, passant de 31,8 millions de dollars seulement en 2020, à 352 millions de dollars en 2021 (+1007%) avant d'atteindre 577,45 millions de dollars l'année écoulée (+64%), selon les données obtenues par l'APS auprès de l'Agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur (ALGEX).

Il s'agit, dans ce même chapitre, du ciment dont les exportations ont réalisé une percée totalisant en 2022 424 millions de dollars (+97,2%) sur un an, après s'être établies à 215 millions de dollars en 2021 et 83,51 millions de dollars l'année d'avant.

En outre, la céramique a également enregistré l'année dernière un bond de 863% passant de 1,65 million de dollar en 2021 à 15,91 millions de dollars en 2022.

Dans la catégorie des produits chimie, parachimie et dérivés d'hydrocarbures, les exportations d'engrais se sont élevées à 1,8 milliard de dollars en 2022, en hausse de 30,59% par rapport à 2021 durant laquelle elles se sont chiffrées à 1,4 md dollars, contre environ 800 millions de dollars en 2020.

Les solvants naphta, hélium et le benzène ont connu en 2022 les plus importantes hausses avec des exportations de respectivement 773,8 millions de dollars (42,7%), 78 millions de dollars (16,28%) et 51,78 millions de dollars (115%), détaille le bilan d'Algex.

S'agissant de la branche métallurgie et sidérurgie, dont les expéditions ont totalisé l'année dernière un montant total de 423,4 millions de dollars, elle a vu certains de ses produits enregistrer des progressions significatives. C'est le cas notamment des tubes, tuyaux et profilés en fer ou en acier dont le montant, qui était moins d'un million de dollar en

2021, a connu un bond de 4527% à 14 millions de dollars en 2022.

Même constat relevé pour les barres et profilés en cuivre qui ont cru de 477% entre 2021 et 2022 et dont les exportations en valeur sont passées de moins d'un million de dollar à 5,7 millions de dollars.

Pour la catégorie "autres secteurs industriels", qui inclut notamment le papier, le textile, les appareils électriques, bois et liège, et équipements et appareils mécaniques, les plus importantes hausses ont été enregistrées en 2020 et 2021 avec surtout des exportations de 53,81 millions de dollars d'équipements et appareils mécaniques en 2020 avant de bondir à 102,46 millions.

En 2022, les exportations de produits agro-alimentaires ont enregistré des hausses significatives, dont notamment les biscuits additionnés d'édulcorants avec 9,6 millions de dollars (+60,9%), les jus et mélanges de jus avec 1,8 million de dollar (+39,457) et chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao avec des exportations de 1,6 million de dollars (+17,642).

Sur la même période, les caroubes et graines de caroubes ont augmenté de 109% pour des expéditions d'une valeur de 38,12 millions de dollars en 2021, tandis que pour les dattes les

exportations sont passées de 73 millions de dollars en 2020 à 78,9 millions de dollars en 2021 (+8%).

Globalement, et concernant les produits industriels exportés, ils ont terminé l'année 2022 avec une hausse de 41% avec des exportations de 6,2 milliards de dollars, contre 4,4 mds de dollars en 2021, en hausse de 146% comparativement à 2020 durant laquelle l'Algérie a exporté 1,8 md de dollars de ces produits, selon le même bilan.



La résistance de l'économie algérienne se confirme

Selon les récentes prévisions de la Banque mondiale

«Les autorités ont engagé des efforts importants afin de stimuler l'investissement privé et étranger, notamment au travers d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures (2019), la levée partielle des limites sur l'actionnariat étranger (2020), et une nouvelle loi sur l'investissement (2022)», a indiqué la Banque mondiale dans son dernier rapport de suivi de la situation économique en Algérie, publié le 22 juin dernier, estimant que «la poursuite des efforts de diversification de l'économie et des exportations demeure essentielle».

La reprise économique du pays devait se poursuivre en 2023. La croissance du PIB du pays devrait atteindre 2,6%, soutenue par «la bonne dynamique de la consommation privée et la reprise de l'investissement, malgré la baisse des exportations nettes». Mais aussi par la hausse de l'activité hors-hydrocarbures (2,2%), considérée par la BM comme «le principal moteur de croissance en 2023 avec la stabilité de la production des hydrocarbures».

Une croissance du PIB

à 1,8% en 2023

«Les vents demeurent favorables pour l'économie algérienne», a souligné l'institution financière internationale, qui s'attend à «une croissance du PIB à 1,8% en 2023, résultant de la croissance de l'activité hors-hydrocarbures (+2,2%) et de la stabilité du PIB des hydrocarbures (+0,6%)». La croissance du secteur agricole devrait ralentir en 2023, selon le rapport, à cause de «la faible pluviométrie ayant généré des retards importants dans le développement des cultures en début d'année, particulièrement dans les principales régions agricoles du pays avant de reprendre en 2024, tout comme la production du pétrole brut, ce qui «permettrait une accélération de la croissance», précise la BM dans son analyse, expliquant ce rebond par un éventuel retour d' «un niveau moyen de pluviométrie et de production agricole en 2024, d'une part, et de la remontée des quotas de l'Opep sous l'effet de la reprise de l'activité mondiale, d'autre part, la croissance du PIB s'accélérerait en 2024, pour atteindre 2,6%».



Alliance Assurances signe une convention d'assurances avec Fiat Algérie

Lors d'une cérémonie de signature organisée dimanche 25 juin 2023 au Palais des Expositions d'Alger (SAFEX), l'assureur privé Alliance Assurances a eu le plaisir de signer une convention d'assurance avec le constructeur automobile Fiat Algérie, filiale du groupe Stellantis El-Djazair.

Cette signature s'inscrit dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant qui survient suite à un processus de sélection très rigoureux et où Alliance Assurances a eu l'honneur de devenir un partenaire assureur de FIAT Algérie. En vertu de ce partenariat gagnant-gagnant, Alliance Assurances s'engage à garantir une couverture d'assurance optimale aux véhicules de la marque italienne qui seront importés et produits en Algérie.

Les couvertures d'assurances octroyées aux acquéreurs de ces véhicules seront en tous risques avec une tarification préférentielle répondant aux conditions du protocole d'accord multilatéral signé et approuvé par la commission de supervision des assurances.

D'autre part, Alliance Assurances sera présente à travers des points de vente au niveau des showrooms à fort potentiel de Fiat Algérie répartis sur le territoire national, et conformément à sa politique de digitalisation, l'assureur marquera également sa présence à travers des bornes digitales opérationnelles 24h/7j. Ces dernières permettent de souscrire une assurance en ligne avec un paiement électronique totalement sécurisé.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

CETTE BANQUE DES BRICS EST UNE ALTERNATIVE SÉRIEUSE AU FMI ET À LA BM :

L'adhésion de l'Algérie à la NBD acceptée

En marge de sa participation, en qualité de représentant du président Abdelmadjid Tebboune, aux travaux du Sommet pour un nouveau Pacte Financier Mondial, tenus à Paris (France) les 22 et 23 juin courant, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, s'est

entretenu avec la Présidente de la Nouvelle banque de développement (NBD), Dilma Rousseff.

Selon un communiqué du ministère des Finances, l'occasion a été mise à profit pour « discuter de la demande d'adhésion de l'Algérie à la NBD, une adhésion qui a été accueillie favorablement par la Présidente de cette institution et par les membres de son Conseil des Gouverneurs » et également « d'échanger sur les modalités pratiques liées au processus d'adhésion ».

L'Algérie a exprimé récemment formellement son intérêt pour devenir membre de cette institution financière multilatérale, fait-on savoir. Le ministère des Finances a, par ailleurs, rappelé que la NBD a été créée en 2015 par le Groupe des BRICS, en l'occurrence le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud avec un capital initial de 100 milliards dollars. Il précise aussi que la NBD est basée à Shanghai (Chine) et vise « à contribuer à la croissance et le développement mondial en contribuant, ainsi, à répondre aux besoins et aspirations des pays en développement ». Au cours de leur rencontre, le ministre des Finances et la Présidente de la NBD ont échangé sur « les travaux du Sommet de Paris pour une nouvelle architecture financière mondiale et sur le rôle attendu des institutions financières multilatérales pour le financement du développement dans son sens le plus large, à la lumière des défis multidimensionnels auxquels sont confrontés notamment, les pays en développement », souligne la même source.

À ce propos, les économistes africains notent que la NBD est conçue pour être une alternative au FMI et à la Banque mondiale qui, elles, sont des institutions financières internationales sous influence américaine. Les pays en développement demandent une réforme du FMI et de la Banque mondiale. On sait que l'Algérie, par la voix du président Tebboune, a décidé de ne pas recourir aux prêts du FMI et de la Banque mondiale. Notre pays a gardé un affreux souvenir du passage sous les fourches Caudines du FMI dans les années 1990. En octobre 2021, lors d'une rencontre périodique avec la presse nationale, le président Tebboune avait, sur un ton ferme et résolu, écarté tout recours à l'endettement extérieur. Faisant allusion aux discussions engagées à l'époque entre des experts du FMI et les responsables algériens, il avait fait observer que « le Fonds monétaire international agit comme s'il préparait le terrain à l'endettement. Nous n'opterons jamais pour ce choix, c'est impensable. Nous ne mènerons pas le pays vers un suicide politique ».

De son côté, le Président sud-africain, Cyril Ramaphosa, cité par l'agence russe d'information, Sputnik, vient de souligner que les pays du Sud ne souhaitent plus être traités comme des mendiants par les institutions financières internationales comme le FMI ou la Banque mondiale.

Il a invité les institutions financières internationales à se réformer pour mieux prendre en considération les intérêts des États du Sud global. Le Président sud-africain a en outre déclaré que le FMI et la Banque mondiale devraient fournir des financements d'une manière qui n'augmente pas le fardeau de la dette dans certains pays. Sputnik évoque le cas de la Tunisie qui a notamment tourné le dos à l'institution financière, qui lui demandait des sacrifices trop drastiques pour obtenir un prêt de 1,9 milliard de dollars. La même source a cité les propos du Président tunisien, Kaïs Saïed, sur les conditions fixées par le FMI qui pourraient même « porter atteinte à la précieuse paix civile », rappelant le souvenir des émeutes du pain ayant éclaté dans les années 1980. Les médias tunisiens avaient même parlé d'une démarche qu'aurait entreprise l'Algérie auprès des pays arabes donateurs en vue d'un appui financier à la Tunisie, comme solution alternative à l'accord du FMI.



تسجيل أكثر من 13 مليون عملية دفع الكتروني عبر تطبيق " بريدي موب " خلال ال 5 أشهر الأولى من 2023

كشف وزير البريد والمواصلات السلكية واللاسلكية كريم ببيي تريكي, مساء اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة , أنه تم تسجيل أكثر من 13 مليون عملية دفع الكتروني عبر تطبيق " بريدي موب " خلال الخمسة أشهر الأولى من سنة 2023 , متوقعا أن تصل الى 23 مليون عملية مع نهاية السنة الجارية.

وقال السيد كريم ببيي تريكي في كلمة ألقاها خلال اشرافه على لقاء نظمته مؤسسة بريد الجزائر حول "رقمنة الخدمات المالية لبريد الجزائر ودورها في تحسين الشمول المالي" بالمركز الدولي للمؤتمرات "عبد اللطيف رحال" بحضور عدد من أعضاء الحكومة ومستشار رئيس الجمهورية المكلف بالشؤون الاقتصادية ياسين ولد موسى ان تم "تسجيل خلال الخمسة أشهر الأولى من السنة الجارية 13 مليون عملية دفع الكتروني عبر تطبيق بريدي موب, ويتوقع ان تبلغ 32 مليون عملية مع نهاية سنة 2023 وبارتفاع يتجاوز 65 بالمائة مقارنة بالسنة الماضية."

وفي نفس السياق توقع الوزير تسجيل " ارتفاع في المبالغ المالية لهذا التطبيق

ب370 بالمائة خلال السنة الجارية مقارنة بسنة 2022. "

وفيما يخص الدفع عبر الواب , أوضح الوزير ان عدد العمليات التي تمت بالبطاقة الذهبية خلال نفس الفترة "قدرت ب3 مليون عملية ويتوقع ان تزيد عن 7 مليون عملية بنهاية سنة 2023. "

وبعد أن اوضح الوزير ان قطاعه منخرط في إطار مخطط عمل الحكومة في " ديناميكية النظام البيئي المساعد على تفعيل الشمول المالي " أكد أن مؤسسة بريد الجزائر أثبتت ان المؤسسات الجزائرية " قادرة على تحقيق الريادة التكنولوجية. "

من جهته أكد وزير المالية السيد لعزیز فايد أن مساعي رقمنة القطاع المالي بالجزائر " توجت بمكاسب معتبرة من حيث تسهيل القيام بالعمليات المالية اليومية " وكذا " تمكين المواطنين للوصول الى الخدمات المالية بتوفير بنية تحتية تلبي احتياجات الجميع "

وبلغة الأرقام , ذكر الوزير ان القطاع المالي ببلادنا شهد " قفزة نوعية " حيث بلغ عدد الحسابات البنكية في سنة 2023 " 20 مليون حساب موطن على مستوى البنوك منها 12 مليون حساب ادخار", بالإضافة الى "أكثر من 27 مليون حساب بريدي جاري وأكثر من 15 مليون بطاقة بين بنكية " وهو ما " عزز ارتفاع عمليات الدفع عبر أجهزة الدفع الإلكتروني من 65 ألف عملية خلال سنة 2016 الى 2ر7 مليون عملية سنة 2023 "

وفي نفس الاطار كشف السيد فايد ان عمليات الدفع عبر الأنترنت هي الاخرى سجلت "ارتفاعا من 7 الاف و300 عملية في 2016 الى 7ملايين ونصف عملية الى غاية جوان " 2023بالإضافة الى وجود " أكثر من 340 تاجر الكتروني منخرط في نظام الدفع الإلكتروني البين بنكي."

و أبرز وزير المالية ان كل هذه " المعطيات تعكس بوضوح التحول الذي يشهده القطاع المالي والقبول المتزايد من طرف المواطنين على اختيار العمليات الرقمية " مؤكدا " عزم السلطات العمومية على القيام بجهود اكبر لتحسين حوكمة القطاع المالي."

من جانبه , اوضح وزير التجارة وترقية الصادرات الطيب زيتوني ان جائحة كورونا التي عرفها العالم في السنوات الاخيرة " ساهمت في إظهار فوائد استخدام التجارة الإلكترونية والدفع الإلكتروني " واصبحت " في التوجه الاقتصادي العالمي الجديد."

كما اعتبرت وزيرة الرقمنة والاحصائيات السيدة مريم بن مولود ان تعميم الدفع والتجارة الالكترونين هي من أبرز الاهداف "الهامة" لمخطط عمل الحكومة من أجل تعزيز وتشجيع الاقتصاد الوطني ,مؤكدة ان دائرتها الوزارية تولي في إطار الاستراتيجية الوطنية للرقمنة التي تعكف على تحضيرها "حيزا هاما لمسالة تعميم الدفع والتصديق الالكترونيين " لما لها من انعكاسات ايجابية ومباشرة على ارساء دعائم الحوكمة الالكترونية".



مؤسسة بريد الجزائر توقع اتفاقيتين مع الجزائرية للمياه وشركة النقد الآلي والعلاقات التلقائية بين البنوك

أبرمت مؤسسة بريد الجزائر, مساء اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة, إتفاقية إطار مع شركة الجزائرية للمياه واتفاقية أخرى مع شركة النقد الآلي والعلاقات التلقائية بين البنوك وذلك في إطار تعزيز الشراكة وتطوير خدمات الرقمنة.

وتم التوقيع على الاتفاقيتين على هامش لقاء نظمه مؤسسة بريد الجزائر و أشرف عليه وزير البريد والمواصلات السلكية واللاسلكية كريم بيبي تريكي, حول "رقمنة الخدمات المالية لبريد الجزائر ودورها في تحسين الشمول المالي" بالمركز الدولي للمؤتمرات "عبد اللطيف رحال " بحضور عدد من أعضاء الحكومة والمستشار لدى رئيس الجمهورية المكلف بالشؤون الاقتصادية ياسين ولد موسى والمدراء العامين للبنوك والمؤسسات المالية وكذا مسؤولي العديد من الهيئات والمؤسسات الوطنية.

وتتعلق الاتفاقية الأولى, التي وقعها كل من المدير العام لمؤسسة بريد الجزائر لؤي زيدي والمدير العام للجزائرية للمياه مصطفى ركيك, بإطلاق خدمة الدفع الالكتروني لفواتير مستحقات استهلاك المياه عبر تطبيق "بريدي موب."

واعتبر الوزير كريم بيبي تريكي بالمناسبة, أن هذه الاتفاقية لبنة أخرى لعصرنة الخدمات المالية كما تمكن المواطنين من تسديد مستحقات فواتيرهم بكل "أريحية وسهولة". وبدوره أوضح وزير الري طه دربال أن قطاعه يريد من خلال هذه الاتفاقية, الاستفادة من "خبرات مؤسسة بريد الجزائر" باعتبارها -كما قال- "مؤسسة هامة ورائدة في الخدمة العمومية."

وتخص الاتفاقية الثانية، التي وقعها المدير العام لمؤسسة بريد الجزائر ومديرة النقد الآلي والعلاقات التلقائية بين البنوك نوال بن كريتلي، تصنيع البطاقات البنكية الخاصة بالبنوك العمومية من قبل مؤسسة بريد الجزائر.

وبمناسبة التوقيع على هذه الاتفاقية تم تسليم أول بطاقة بنكية لفائدة بنك الفلاحة والتنمية الريفية التي تم إنجازها من طرف المركز الوطني لشخصنة البطاقات التابع لبريد الجزائر .



خارطة جديدة للبنوك لتحرير الاستثمار

ميلاد 6 بنوك جديدة قبل نهاية 2023

يُرتقب أن تشهد خارطة البنوك في الجزائر خلال السنة الجارية ميلاد 6 بنوك جديدة على الأقل، 3 منها عبارة عن فروع للبنوك الجزائرية بالخارج، إثنان حازا على الاعتماد بموريتانيا والسنغال، والثالث يرتقب أن يحوز على اعتماد السلطات الفرنسية قريبا. وتضاف هذه الفروع إلى بنك السكن الذي سيباشر نشاطه بصفة رسمية في الثلاثي الأخير للسنة الجارية، حسب ما أكدّه مصدر من القطاع لـ"الشروق"، كما يتم التحضير لفتح رأسمال بنكين عموميين، وهما بنك التنمية المحلية "بي دي أل" والقرض الشعبي الجزائري "سي بي أ"، ودراسة طلبات اعتماد جديدة لمتعاملين خواص، ويُنتظر ذلك بعد صدور القانون النقدي والمصرفي الجديد ونصوصه التنظيمية في الجريدة الرسمية خلال الأيام المقبلة، إذ يتيح النص الجديد تأسيس بنوك استثمارية وبنوك إسلامية وأخرى رقمية.

وتشمل طلبات الخواص المعنيين -وفقا لما يؤكدّه رئيس الكنفدرالية الجزائرية لأرباب العمل المواطنين زرقون رحمون- بنوكا متخصصة في الاستثمار وأخرى جهوية تشمل مناطق معينة من الوطن، وبنوكا إسلامية بنسبة مائة بالمائة، وهي الأصناف التي يولي رجال الأعمال الجزائريون اهتمامهم بها، ويطالبون السلطات بمنحهم تفاصيل أكبر عن شروط

العملية بعد صدور القانون النقدي والمصرفي في الجريدة الرسمية وأيضا النصوص التطبيقية المرافقة له، والتي ستحدّد كفاءات جديدة لتسيير السوق النقدية في الجزائر.

ويشدد زرقون، على أن البنوك قطاع حيوي واستراتيجي، إذ أن تنوع وتعدّد المؤسسات البنكية والمصرفية بين العمومية والخاصة والأجنبية في الجزائر، خلال المرحلة المقبلة، سيّتح فرصا أكبر أمام المتعاملين الاقتصاديين، للاختيار بين العروض التي تليق بهم سواء في قروض الاستثمار أو الاستغلال أو الادخار، ويؤدي إلى منافسة أوسع بين المؤسسات المالية يُسفر عنها تحسين العروض، وجودة الخدمات وتقليل العراقيل الإدارية. ويرى المتحدث أن تدشين بنوك متخصصة في الاستثمار سيساهم في رفع العراقيل عن المستثمرين وتسهيل العملية بشكل أكبر وتقليل آجال منح القروض، كما أن اعتماد بنوك إسلامية متخصصة سيرفع من ثقة المواطن والمستثمر في هذا النمط الجديد للتمويل، وهو ما تم رصده بعد إطلاق الصيرفة الإسلامية رسميا في الجزائر قبل 3 سنوات، وفتح وكالات متخصصة، شهدت إقبالا واسعا.

كما يعتبر رحمون أن استحداث بنوك جهوية، سيساهم في إنعاش النشاط الاقتصادي بالمناطق الداخلية، وتقليل العبء على رجل الأعمال الراغب في تأسيس بنك، من خلال تخفيف الشروط لاسيما المرتبطة بالقدرات المالية العالية، إذ أنه معلوم أن تأسيس بنك للخواص في الجزائر يفرض على المستثمر وفق القوانين السابقة رأسمالا لا يقل عن 20 مليار دينار - 2000 مليار سنتيم - .

ومعلوم أن القانون النقدي والمصرفي الجديد ينص لأول مرة على اعتماد البنوك والمؤسسات المالية التي تقوم بالعمليات المتعلقة بالصيرفة الإسلامية حصرا، كما يتيح رقمنة النظام المصرفي وافتتاح النظام البيئي المصرفي على البنوك الرقمية ومقدمي خدمات الدفع إلى جانب توسيع وسائل الدفع لتشمل العملة الإلكترونية، واعتماد بنوك استثمار وبنوك رقمية ومؤسسات مالية خضراء تقترح خدمات تصب في صالح البيئة، واعتماد **مكاتب صرف**، وهو ما سيتضمن كفاءاته وشروطه نص تنظيمي يتواجد حاليا قيد الدراسة لدى الحكومة.

هذا ما بحثه وزير المالية مع رئيسة بنك التنمية الجديد

أجرى وزير المالية، لعزیز فايد، محادثات مع رئيسة بنك التنمية الجديد، ديلىما روسيف، وذلك على هامش مشاركته، بصفته ممثلا لرئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، في أشغال القمة من أجل ميثاق مالي عالمي جديد.

و خلال هذا اللقاء، تبادل الطرفان وجهات النظر حول "أشغال قمة باريس من أجل هيكل مالي عالمي جديد والدور المنتظر من المؤسسات المالية المتعددة الأطراف من أجل تمويل التنمية بأوسع معانيها في ظل التحديات متعددة الأبعاد التي تواجهها الدول النامية على وجه الخصوص"، حسبما أوضح ذات المصدر.

و أضاف البيان أنه "تم استغلال هذه الفرصة لمناقشة طلب انضمام الجزائر إلى بنك التنمية الجديد، والذي لقي استحسانا كبيرا من طرف رئيسة المؤسسة وأفراد مجلس إدارتها". كما صرح الوزير أنه تمت مناقشة الكيفيات العملية المرتبطة بعملية الانضمام "مشيرا إلى أن الجزائر "قد أعربت مؤخرا بصفة رسمية عن رغبتها في الانضمام إلى هذه المؤسسة المالية متعددة الأطراف".

من جهة أخرى، ذكرت الوزارة بأن بنك التنمية الجديد قد أنشئ سنة 2015 من طرف مجموعة بريكس، التي تضم البرازيل وروسيا والهند والصين وجنوب إفريقيا برأسمال أولي يقدر بـ 100 مليار دولار أمريكي. وأوضح البيان أن "بنك التنمية الجديد الكائن مقره بشنغهاي (الصين)، يهدف إلى المساهمة في النمو والتنمية العالميين وذلك من خلال تلبية احتياجات وتطلعات الدول النامية".

البنك الدولي يتوقع تسارع وتيرة النشاط الإقتصادي في الجزائر خارج المحروقات

توقع البنك الدولي تسارع وتيرة النشاط الإقتصادي في الجزائر خارج المحروقات، وهذا في تقرير رصد الوضع الإقتصادي للجزائر الذي عنوه البنك بـ”تظل الرياح مواتية”. التقرير الربيعي الذي أصدره البنك الدولي في 22 جوان 2023، توقع فيه تسارع وتيرة النشاط الإقتصادي وتحسُن توازنات الاقتصاد الكلي. كما اعتبر البنك في تقريره أن الاستثمار الخاص والتنوع الإقتصادي ضرورةً لتحقيق النمو في الأمد الطويل. وقد قال الخبير الاقتصادي بالبنك الدولي المكلف بالجزائر سيريل ديبون “إن ديناميكية النشاط الاقتصادي للبلاد واضحة، بالرغم من تأثير انخفاض إنتاج النفط وشح الأمطار في القطاع الزراعي على توقعات النمو لعام 2023. ومع ذلك، فإن الارتفاع المستمر في أسعار تصدير الغاز، يدعم التوقعات الأكثر تفاؤلاً للميزان التجاري، واحتياط الصرف، وعجز الميزانية والدين العام”.

البنك الدولي قال أن الإقتصاد الجزائري نموًا متواصلًا في عام 2022. نمو صاحبه تسارع وتيرة النشاط الاقتصادي للصناعات غير قطاع المحروقات في ذات العام. بالإضافة لانعاش في الإنتاج الفلاحي ونمو متواصل للإستهلاك الخاص. البنك اعتبر أيضا أن المؤشرات تدل إلى تواصل النمو عبر جهات البلاد في الربع الأول من عام 2023.

كذلك قال أن ارتفاع أسعار تصدير الغاز الطبيعي ساعد في تعويض الانخفاض في أسعار النفط، مما أدى إلى ارتفاع مستويات التصدير. أيضا إلى تراكم سريع لاحتياط الصرف وانخفاض عجز الميزانية.

نمو سريع خارج قطاع المحروقات

التقرير وفي تسليطه الضوء على نمو إجمالي الناتج المحلي للجزائر، قال أنه وصل إلى 3.2% في عام 2022 كما حققت القطاعات غير قطاع المحروقات نموًا سريعاً بلغ 4.3% في حين عام 2021 كانت النسبة 2.3%.

حسب أرقام التقرير فقد بلغ فائض الحساب الجاري 9.5% من إجمالي الناتج المحلي في عام 2022، مما أدى إلى وصول احتياط الصرف إلى 61.7 مليار دولار أمريكي في نهاية عام 2022 وهو ما يعادل قيمة واردات 15.8 شهرًا.

البنك الدولي قال أيضا أن معدلات التضخم ظلت مرتفعة في الجزائر، وذلك مع ارتفاع أسعار المنتجات الغذائية الطازجة. ما دفع السلطات إلى مراجعة سياسات سعر الصرف والنقد لتخفيف نسق التضخم و كذلك إلى رفع النفقات العامة لدعم القدرة الشرائية للأسر. كما توقع البنك الدولي في تقريره أن يكون النمو في عام 2023 مدفوعًا بشكل أساسي بالقطاعات غير المحروقات، هذا بالرغم من توقع انخفاض في الإنتاج الفلاحي بسبب شح الأمطار.

كما توقع أيضا أنه قد يؤدي الانخفاض المحتمل في أسعار تصدير المحروقات إلى تراجع رصيد الحساب الجاري، لكن مع بقائه إيجابيًا.

الممثل المقيم للبنك الدولي في الجزائر كمال براهيم قال أنه "على الرغم من التطورات الإيجابية الأخيرة على صعيد الاقتصاد الكلي، تظل الآفاق الاقتصادية للجزائر متأثرة بتقلبات أسعار النفط، مما يؤكد أهمية الاستمرار في تنفيذ الإصلاحات لتمكين القطاع الخاص من أن يصبح محركًا للنمو المستدام والتنوع الاقتصادي".

واعتبر البنك الدولي أن التحسن المستمر في الميزان التجاري وتراكم احتياط الصرف الأجنبي قد أدى إلى تعزيز قدرة الاقتصاد الجزائري على الصمود أمام الصدمات الخارجية. لكن البنك أشار إلى أن توازنات الاقتصاد الكلي تظل متأثرة بأسعار النفط العالمية.



خلال المحادثات التي أجراها فايد مع رئيسة البنك بباريس انضمام الجزائر إلى بنك التنمية الجديد.. خطوة إلى "بريكس"

طلب الجزائر لقي استحسان مديرة البنك ومجلس إدارته أجرى وزير المالية، لعزیز فايد، محادثات مع رئيسة بنك التنمية الجديد، السيدة ديلما روسيف، وذلك على هامش مشاركته، بصفته ممثلًا لرئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، في أشغال القمة من أجل ميثاق مالي عالمي جديد، المنعقدة بالعاصمة الفرنسية باريس.

وأوضح بيان للوزارة، أنه خلال هذا اللقاء، تبادل الطرفان وجهات النظر حول "أشغال قمة باريس من أجل هيكل مالي عالمي جديد والدور المنتظر من المؤسسات المالية المتعددة الأطراف من أجل تمويل التنمية بأوسع معانيها في ظل التحديات متعددة الأبعاد التي تواجهها الدول النامية على وجه الخصوص".

وأضاف المتحدث تم استغلال هذه الفرصة لمناقشة طلب انضمام الجزائر إلى بنك التنمية الجديد، والذي لقي استحسانا كبيرا من طرف رئيسة المؤسسة وأفراد مجلس إدارتها". كما صرح الوزير أنه تمت مناقشة الكيفيات العملية المرتبطة بعملية الانضمام، مشيرا إلى أن الجزائر "قد عبرت مؤخرا بصفة رسمية عن رغبتها في الانضمام إلى هذه المؤسسة المالية متعددة الأطراف".

من جهة أخرى، ذكرت الوزارة بأن بنك التنمية الجديد قد أنشئ سنة 2015 من طرف مجموعة بريكس، التي تضم البرازيل وروسيا والهند والصين وجنوب إفريقيا برأس مال أولي يقدر بـ100 مليار دولار أمريكي، موضحا أن بنك التنمية الجديد الكائن مقره بشنغهاي بالصين، يهدف إلى المساهمة في النمو والتنمية العالميين وذلك من خلال تلبية احتياجات وتطلعات الدول النامية.

LUTTE CONTRE L'INFLATION

La dernière ligne droite sera «la plus difficile» selon la BRI

● Le directeur général de la BRI et ancien gouverneur de la banque centrale du Mexique, Agustín Carstens, estime que «stabiliser l'inflation demande des efforts» ● Néanmoins, a-t-il ajouté, «un ajustement trop lent aujourd'hui pourrait nécessiter encore plus d'efforts à long terme».

La dernière ligne droite dans la lutte contre l'inflation sera «la plus difficile» pour les banques centrales avertit la Banque des règlements internationaux (BRI), alors qu'elles doivent encore remonter leurs taux. La banque centrale des banques centrales explique, dans son rapport annuel, que, face à l'emballlement de l'inflation, les banques centrales ont lancé un cycle de resserrement de leur taux d'intérêt sans pareil depuis les années 1970 dans le but d'empêcher que l'inflation ne s'enracine. Mais, fait-elle observer, ce resserrement des politiques monétaires se fait cependant dans un contexte très délicat.

La raison ? Des dettes accumulées par les entreprises et États après une longue phase de taux d'intérêt exceptionnellement bas. Le directeur général de la BRI et ancien gouverneur de la banque



Agustín Carstens, directeur général de la BRI

centrale du Mexique, Agustín Carstens, estime, dans le communiqué accompagnant le rapport, que «stabiliser l'inflation demande des efforts». Néanmoins, a-t-il ajouté, «un ajustement trop lent aujourd'hui pourrait nécessiter encore plus d'efforts à long terme». «La dernière ligne droite est généralement la plus difficile à parcourir», pré-

vient-il. Avec le reflux des cours des matières premières et la détente au niveau des chaînes d'approvisionnement, l'inflation a commencé à reculer. Il s'agit néanmoins des «gains» les plus «faciles», a souligné A. Carstens dans un discours prononcé à l'occasion de l'assemblée générale de cette institution à Bâle, en Suisse. «Pour la première fois depuis des décennies», l'inflation et l'instabilité financière évoluent «en tandem», met-il en garde selon plusieurs médias qui ont rapporté l'information. Dans son rapport annuel, la BRI a appelé les gouvernements à réduire leur déficit afin que les politiques budgétaires puissent aussi contribuer à donner un peu plus de marge de manœuvre aux banques centrales. Selon le rapport du FMI d'avril 2023 sur les perspectives de l'économie mondiale, celles-ci sont incertaines, dans un contexte caracté-

risé notamment par les perturbations du secteur financier, le niveau élevé de l'inflation, le conflit en Ukraine et l'héritage de la pandémie. «D'après les prévisions de référence, la croissance devrait ralentir de 3,4% en 2022 à 2,8% en 2023, avant de s'établir à 3,0% en 2024. (...) Dans un autre scénario plausible avec une amplification des tensions sur le secteur financier, la croissance mondiale chute aux alentours de 2,5% en 2023 et celle des pays avancés passe sous la barre de 1%. Dans le scénario de référence, l'inflation globale mondiale chute de 8,7% en 2022 à 7% en 2023 sous l'effet de la baisse des prix des produits de base, mais l'inflation sous-jacente devrait diminuer plus lentement. Dans la plupart des pays, l'inflation ne devrait pas revenir à son niveau cible avant 2025», note ce rapport.

Ali Benyahia

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE DE PÉTROLE DANS LE MONDE L'OPEP contredit le pessimisme de l'AIE

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'attend à ce que la demande mondiale de pétrole atteigne 110 millions de barils par jour (bpj) et que la demande globale d'énergie augmente de 23% d'ici 2045, selon son secrétaire général Haitham Al Ghais. Ce dernier, cité par Reuters, déclare tabler sur une croissance énergétique robuste tirée par l'Asie, notamment la Chine et l'Inde, dont les économies stimuleront la demande mondiale de pétrole dans un avenir proche. La prévision de l'OPEP intervient une semaine après celle de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) tablant sur un ralentissement de la croissance de la demande de pétrole au cours des prochaines années, passant de 2,4 millions de bpj cette année à 400 000 barils par jour en 2028. Une projection pessimiste qui confirme la poursuite des prévisions contradictoires entre les deux organisations, l'une défendant les intérêts des pays producteurs et l'autre cherchant à sauvegarder ceux des économies riches restent fortement dépendantes des énergies fossiles, malgré les efforts entrepris

pour se tourner vers les énergies renouvelables. Les programmes tracés dans ce domaine n'ayant pas encore donné les résultats escomptés. Les récentes prévisions baissières de l'AIE sont motivées par l'idée que le déploiement accéléré des véhicules électriques, une plus grande efficacité énergétique et les «autres technologies» nuiraient à la croissance de la demande, ce que réfute l'OPEP. Dans ce contexte d'incertitudes économiques et de bouleversements géopolitiques, les cours du pétrole restent très instables. Hier, les prix sont repartis à la hausse, après un net recul la semaine dernière. A l'ouverture des places de cotation, les cours de l'or noir ont augmenté, dans le sillage des inquiétudes concernant l'instabilité politique en Russie et l'impact potentiel sur l'approvisionnement en pétrole de l'un des plus grands producteurs mondiaux. Les contrats à terme sur le Brent ont augmenté à plus de 74 dollars le baril, alors que le brut américain West Texas Intermediate (WTI) se négociait sous les 70 dollars le baril. Les deux indices de référence ont gagné jusqu'à 1,3 % au début du commerce asiatique. Les

prix du Brent et du WTI ont chuté d'environ 3,6 % la semaine dernière, suite à la crainte que de nouvelles hausses des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine ne sapent la demande de pétrole, à un moment où la reprise économique chinoise a également déçu les investisseurs après plusieurs mois de consommation, de production plus faibles que prévu.

Zhor Hadjam

LE SG DE L'OPAEP EN VISITE EN ALGÉRIE

Le Secrétaire général (SG) de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), Djamel Aïssa Al Loughani, a entamé dimanche une visite de trois jours en Algérie, dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et son organisation, a indiqué le ministère de l'Énergie et des Mines dans un communiqué. Cette visite tend à «renforcer et consolider les relations de coopération entre l'Algérie et l'OPAEP dans les domaines des hydrocarbures et de l'énergie en général», a noté la même source. Le SG de l'OPAEP tiendra, lors de cette visite, une réunion avec le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, en marge de laquelle une convention sera signée entre l'OPAEP et l'Institut algérien du pétrole (IAP) en matière de formation. M. Arkab et le SG de l'OPAEP remettront également des distinctions aux chercheurs algériens lauréats du Prix de l'OPAEP de 2020, en reconnaissance de leurs efforts en matière de recherche scientifique dans le domaine de l'énergie, a conclu le communiqué. A mentionner que le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a reçu hier au Palais du Gouvernement Djamel Aïssa Al Loughani. La rencontre a été «l'occasion de saluer les relations de coopération et la coordination entre l'Algérie et cette organisation, et d'évoquer les moyens de renforcer les activités et le rôle de l'organisation dans le domaine de l'énergie et de suivre les évolutions connexes aux niveaux régional et international», lit-on dans le communiqué. L'audience s'est déroulée en présence de Mohamed Arkab.

A.Z.

فروع بالخارج وفتح رأسمال مؤسسات عمومية والنظر في طلبات للخواص خارطة جديدة للبنوك نهاية 2023

• أرياب العمل: التحضير لإيداع ملفات بنوك استثمار وأخرى حصرية للخدمات الإسلامية

يُرتقب أن تشهد خارطة البنوك في الجزائر خلال السنة الجارية ميلاد 6 بنوك جديدة على الأقل، 3 منها عبارة عن فروع للبنوك الجزائرية بالخارج، إثنان حازا على الاعتماد بموريتانيا والسنغال، والثالث يرتقب أن يحوز على اعتماد السلطات الفرنسية قريبا.

سيساهم في إنعاش النشاط الاقتصادي بالمناطق الداخلية، وتقليص العبء على رجل الأعمال الراغب في تأسيس بنك، من خلال تخفيف الشروط لاسيما المرتبطة بالقدرات المالية العالية، إذ أنه معلوم أن تأسيس بنك للخواص في الجزائر يفرض على المستثمر وفق القوانين السابقة رأسمالا لا يقل عن 20 مليار دينار - 2000 مليار سنتيم - .

ومعلوم أن القانون النقدي والمصرفي الجديد ينص لأول مرة على اعتماد البنوك والمؤسسات المالية التي تقوم بالعمليات المتعلقة بالصرافة الإسلامية حصرا، كما يتيح رقمته النظام المصرفي وانفتاح النظام البيئي المصرفي على البنوك الرقمية ومقدمي خدمات الدفع إلى جانب توسيع وسائل الدفع لتشمل العملة الإلكترونية، واعتماد بنوك استثمار وبنوك رقمية ومؤسسات مالية خضراء تقترح خدمات تصب في صالح البيئة، ويتضمن كفاءاته وشروطه نص تنظيمي يتواجد حاليا قيد الدراسة لدى الحكومة.



أوسع بين المؤسسات المالية يُسفر عنها تحسين العروض، وجودة الخدمات وتقليل العراقيل الإدارية. ويرى المتحدث أن تدشين بنوك متخصصة في الاستثمار سيساهم في رفع العراقيل عن المستثمرين وتسهيل العملية بشكل أكبر وتقليص أجال منح القروض، كما أن اعتماد بنوك إسلامية متخصصة سيرفع من ثقة المواطن والمستثمر في هذا النمط الجديد للتمويل، وهو ما تم رصده بعد إطلاق الصيرفة الإسلامية رسميا في الجزائر قبل 3 سنوات، وفتح وكالات متخصصة، شهدت إقبالا واسعا.

كما يعتبر رحمون أن استحداث بنوك جهوية،

بمنحهم تفضيل أكبر عن شروط العملية بعد صدور القانون النقدي والمصرفي في الجريدة الرسمية وأيضا النصوص التطبيقية المرافقة له، والتي ستحدد كفاءات جديدة لتسيير السوق النقدية في الجزائر. ويشدد زرقون، على أن البنوك قطاع حيوي واستراتيجي، إذ أن تنوع وتعدد المؤسسات البنكية والمصرفية بين العمومية والخاصة والأجنبية في الجزائر، خلال المرحلة المقبلة، سيتيح فرصا أكبر أمام المتعاملين الاقتصاديين، للاختيار بين العروض التي تليق بهم سواء في قروض الاستثمار أو الاستغلال أو الادخار، ويؤدي إلى منافسة

إيمان كيموش

تضاف هذه الفروع إلى بنك السكن الذي سيباشر نشاطه بصفة رسمية في الثلاثي الأخير للسنة الجارية، حسب ما أكده مصدر من القطاع لـ"النشروفي". كما يتم التحضير لفتح رأسمال بنكين عموميين، وهما بنك التنمية المحلية "بي دي أل" والقروض الشعبي الجزائري "سي بي أ"، ودراسة طلبات اعتماد جديدة لمتعاملين خواص، ويُتظر ذلك بعد صدور القانون النقدي والمصرفي الجديد ونصوصه التنظيمية في الجريدة الرسمية خلال الأيام المقبلة، إذ يتيح النص الجديد تأسيس بنوك استثمارية وبنوك إسلامية وأخرى رقمية. وتشمل طلبات الخواص المعنيين -وفقا لما يؤكد رئيس الكنفدرالية الجزائرية لأرياب العمل المواطنين زرقون رحمون- بنوكا متخصصة في الاستثمار وأخرى جهوية تشمل مناطق معيَّنة من الوطن، وبنوكا إسلامية بنسبة مائة بالمائة، وهي الأصناف التي يولي رجال الأعمال الجزائريون اهتمامهم بها، ويطالبون السلطات